

Ah bon ! Quelle liberté de la presse ?

Jacques-Marie
BOURGET

9 janvier
2015

User nos semelles sur le froid macadam pour cautionner les chefs d'Etat européens ?



La suite de l'attentat contre Charlie Hebdo est comme une deuxième mort. Quand, face aux caméras de télévision, on ne trouve rien de mieux que Caroline Fourest et Philippe Val pour défendre la liberté de la presse, c'est qu'elle-même a décampé.

L'attentat de Richard Lenoir n'en est pas seulement un contre un hebdomadaire et ses héros, il en cache un autre, celui qui fait crier des dizaines de milliers de français venus dans la rue pour défendre la « liberté de la presse ». Quelle liberté ? Celle de Dassault, de Lagardère, de Bergé, Pigasse et Niel, celle de Drahi ou Rothschild, de Pinault ou d'Arnaud ? Les hommes au bon cœur, en sortant de chez eux pour manifester la haine qu'ils éprouvent pour les ennemies de la liberté, n'ont pas imaginé qu'en allant ainsi user leurs semelles sur le froid macadam, ils cautionnaient le système. Celui qui fait que la presse est moribonde, étouffée par ses mensonges, par ses oublis, par ses réseaux et de son peu de goût pour cette maxime venue des États Unis, mais qui me plait quand même : le journaliste est là pour reconforter les faibles et affliger les puissants.

Le pompon, comme le cordon du poêle que l'on doit tenir en ce jour de deuil, c'est le débarquement de Sarkozy à l'Élysée. Sarko is back, la belle image. Sorti du bavardage inutile avec Hollande, de son moment de connivence entre professionnel de la politique, on a pu entendre le nouveau président de l'UMP dauber sur « le système de sécurité français qui n'est pas adapté ». Il faut oser. Qui a organisé l'islam de France autour de l'UOIF au point que ce chef d'œuvre vient d'être couché par les Émirats Arabes Unis sur la liste des organisations terroristes ? Qui a soufflé sur le feu en Syrie avant de semer le chaos en Libye pour en faire deux nouvelles patries du djihad ? Principalement Sarkozy et ses compères du Qatar.

Après la tuerie de Charlie le temps est venu, non point d'ouvrir les prisons et de donner plus des fusils aux gendarmes. Le temps est venu d'un mea culpa. Il faut qu'un tribunal international juge tous les politiciens, essentiellement ceux de Washington, de Ryad et de Doha, qui ont inventé et nourri le djihad et son esprit, celui qui nous frappe aujourd'hui. Rappelons nous combien Ben Laden était un gentil garçon quand, aux côtés de la CIA, il se battait en Afghanistan contre les soviétiques. Rappelons-nous l'indifférence occidentale aux tueries perpétrées en Algérie par les sbires du GIA, dès qu'ils sont rentrés au pays leur campagne afghane terminée. Rappelons-nous que les États-Unis refusent toujours de publier 28 pages du rapport officiel sur les attentats du 11 septembre. Feuilletés qui mettent en cause la complaisance de l'Arabie Saoudite pour les guérilleros ailés de Manhattan.

Peine perdue, demain nous passerons le micro à des Zemmour ou des Houellebecq puisqu'il semble que ce soit avec ces remèdes que les médias, et ceux qui les possèdent, entendent faire rendre gorge aux mahométans tout en sauvegardant la liberté de la presse.

Jacques-Marie Bourget